



La lettre d'ENSEMBLE!

<https://www.ensemble-mouvement.com>

Une trêve à l'intérêt limité

Le Hamas et le gouvernement israélien ont conclu une trêve qui a duré une semaine. Elle a permis un troc, un échange, entre une centaine d'otages retenus par le Hamas et 240 prisonniers palestiniens.

Et cette trêve a-t-elle bénéficié aux millions de civils gazaouis qui vivent depuis plus d'un mois et demi sans électricité, sans eau potable, sans nourriture, sans médicaments ?

A-t-elle permis de sauver quelques-uns des dizaines de milliers de blessés dus à l'agression israélienne ? Non ! L'arrivée de quelques centaines de camions n'a été qu'une goutte d'eau dans l'océan des besoins de la population gazaouie victime d'une politique qui peut faire penser à un génocide et qui continue après la trêve.

Et pendant ce temps-là, que se passe-t-il en Cisjordanie ? Les attaques des forces d'occupation et des colons se multiplient : plus de 250 personnes (dont une cinquantaine d'enfants) ont été tuées depuis le 7 octobre, plus de 1000 blessés et plus de 3000 arrêtés : il faut bien reconstituer le stock de prisonniers en vue des négociations futures ! Le cynisme et la barbarie du pouvoir israélien sont décidément sans limites.

Cessez-le-feu immédiat à Gaza et en Cisjordanie !



Un vent mauvais souffle sur l'Europe !

La situation politique en Europe est des plus inquiétantes : rares sont les Pays où l'extrême droite n'y soit pas à l'offensive. « Populistes » ou néofascistes décomplexés, leur progression électorale s'incruste dans le paysage politique. Le dernier avatar en est le score enregistré par le PVV (Parti de la Liberté) de Geert Wilders, arrivé en tête des élections législatives aux Pays Bas avec 23,5 % des voix et 37 élus sur les 150 députés néerlandais.

On avait déjà Orban au pouvoir en Hongrie et Méloni en Italie. Aujourd'hui, extrêmes droites ou droites extrêmes participent au gouvernement en Finlande, en Tchéquie et en Slovaquie (retour aux affaires de Robert Fico, ex communiste se présentant comme social démocrate, pro russe et anti-migrants). Elle soutient le gouvernement conservateur en Suède. Les sondages d'opinion la placent en première ou deuxième position pour les élections européennes 2024 en France, Allemagne, Autriche, Belgique, Pologne, Estonie, Roumanie... Rare lumière dans ce tableau, la défaite du PiS aux législatives d'octobre en Pologne.

Ces courants autoritaires prospèrent sur le même fonds idéologique : rejet viscéral des migrants et des étrangers non-européens, invocation d'un « choc des civilisations », bien sur. Mais aussi, et de plus en plus, sur le déni des crises écologiques et climatiques. Cela touche aussi des États hors de l'Union Européenne comme la Norvège, la Suisse ou la Serbie. Il est bien révolu le temps, pas si lointain (1999), où l'Europe avait établi un cordon sanitaire face à la participation du FPÖ au gouvernement autrichien !

Force est de constater que cette idéologie d'extrême droite contamine progressivement la sphère politique. La porosité s'accroît entre droite et extrême droite. On en a l'illustration en France avec les positions des Républicains, de plus en plus alignées sur celles du RN, sans compter un Darmanin et ses discours sur « l'ensauvagement ». On a le même phénomène en Espagne entre le Parti Populaire et Vox, en partie héritiers du franquisme. Mais une certaine « gauche » n'est pas à l'abri de la contamination : politiques anti-migrants du gouvernement social-démocrate au Danemark, scission « rouge-brune » que die Linke vient de connaître en Allemagne... Enfin, la banalisation des discours d'extrême droite ouvre la voie à l'ultra-droite fasciste et à ses démonstrations violentes dans les rues.

Dans ce contexte, les gauches européennes - sociales et politiques - ont une lourde responsabilité. Celle d'œuvrer à un autre imaginaire pour notre continent et ses citoyens ; celle de construire ensemble une alternative émancipatrice, écologique, démocratique et internationaliste à même de faire refluer l'hydre fasciste.



L'Europe ? Quelle Europe ?

L'orientation d'Ensemble! sur l'Europe a été réaffirmée dans la brochure sur l'Eu-

rope publiée en 2019 et la brochure internationale en 2000, autour du triptyque : rompre, désobéir et refonder, sans vouloir la quitter et sans prétendre la faire évoluer graduellement.

Aujourd'hui, le contexte européen -et mondial- est bouleversé par plusieurs éléments majeurs.

1 En terme de périmètre : une défection importante au nord-ouest avec le Brexit (2020) mais une attraction persistante à l'est avec les demandes d'adhésion de six Etats du sud -dont la Turquie-, antérieures à celles de l'Ukraine et de la Moldavie.

2 Une montée en puissance d'une extrême-droite fascisante ou néo-fasciste incrustée dans l'UE -et qui ne souhaite plus la quitter-, récemment défaite en Pologne mais au gouvernement ailleurs (Suède, Finlande, Italie, Hongrie, Slovaquie) et menaçante en France.

3 La guerre en Ukraine avec ses profondes conséquences politiques et militaires, à la fois en Europe et dans le monde : la solidarité états-unienne et européenne à la fois réelle et limitée, et l'insuffisance à la racine des difficultés ukrainiennes dans sa contre-offensive face à l'impérialisme russe ; les BRICS contre l'Ukraine ; une dynamique des élargissements avec un nouveau centre de gravité de l'UE vers l'Europe centrale et orientale.

4 Dans ce contexte chaotique, des mobilisations citoyennes et des mouvements sociaux ces derniers mois, en France ou dans d'autres pays, comme points d'appui pour une résistance et pour une alternative : expressions de la révolution féministe mondiale, lutte face à la contre-réforme des retraites, solidarités avec les migrant-es et les populations « racisées » face aux violences policières, essor d'une contestation écologique radicale et plus récemment expressions de solidarité avec le peuple palestinien.

Ce nouveau contexte exige d'actualiser et de préciser, pour une autre Europe, une orientation alternative à celle du capitalisme, du productivisme et des marchés financiers.

Le paradoxe est total : à la veille d'un scrutin européen qui polarise les forces politiques, y compris à gauche, jamais les véritables enjeux européens ne sont abordés !

Rappelons ces enjeux au travers des exigences suivantes : démocratisation de l'espace public européen avec à la fois la forte augmentation des prérogatives du parlement et l'invention d'une démocratie active et citoyenne par le bas ; droit à l'IVG dans tous les pays membres ; fin de la mise en concurrence sociale et fiscale

entre les Etats-membres, abolition des paradis fiscaux au cœur de l'UE, réunir les conditions pour aller à terme, vers un salaire minimum européen au niveau de l'Etat-membre où il est le plus élevé et vers une application de la clause du citoyen et de la citoyenne le/la plus favorisé-e ; reconversion écologique de l'économie et aide au secteur économique coopératif et autogéré ; liberté d'installation et de circulation des migrant-es, respect des minorités et du droit à l'auto-détermination des peuples ; défense d'une agriculture paysanne, abandon des traités de libre-échange, refus de l'Europe-forteresse, accueil digne des migrant-es et ouverture de l'UE au monde sur des bases égalitaires.

Entamer une réflexion sur des thèmes qui sont liés. La défense européenne et l'appartenance à l'OTAN. Et dans le contexte de la guerre en Ukraine, quelle politique européenne d'armement ? Quel rôle pour une OSCE revitalisée et pour une ONU refondée ?

Il n'y a aucune fatalité à la montée de l'extrême-droite en Europe. Le seul barrage qui vaille, c'est une démarche unitaire à gauche, basée sur les exigences d'une refondation à la fois démocratique, écologique et sociale de la construction européenne.

En Ukraine, comme en Palestine ...

Dans des contextes aussi différents qu'en Ukraine et en Palestine -et partout dans le monde-, nous soutenons le droit des peuples à l'autodétermination, à la résistance armée et non-armée face à l'oppression, au colonialisme, à l'impérialisme !

Parce qu'elle préfigure l'émancipation, cette résistance ne peut s'en prendre aux populations civiles ou recourir à des actes de terreur.

Il ne peut y avoir de paix sans justice et sans respect du droit international.

Le cessez-le-feu à Gaza et en Cisjordanie s'impose d'urgence : il n'efface ni les exigences palestiniennes ni le droit à l'auto-détermination !

En Ukraine, la pseudo-paix réclamée par Poutine est un piège pour faire cesser la résistance. A l'inverse, cette résistance, jusqu'à la victoire face à l'impérialisme russe, est le meilleur atout pour une paix juste et durable !

En Ukraine, comme en Palestine, deux guerres qui obligent aussi à repenser la sécurité des peuples et la nécessité d'une nouvelle architecture des institutions mondiales pour la paix !

Pologne : victoire de l'opposition démocratique

Les récentes élections législatives ont sonné la défaite du parti au pouvoir depuis 2015, l'ultranationaliste, semi-autoritaire et cléricale PiS (Droit et Justice), proche des partis d'extrême droite en Europe et de l'américain Trump. Ce fut possible entre autres grâce à une mobilisation exceptionnelle de l'électorat, en particulier des jeunes et des femmes.

La participation de 75 % fut inédite depuis les premières élections libres marquant l'effondrement, en 1989, de la dictature soi-disant "communiste". Une coalition des partis démocratiques de plusieurs tendances a raflé la majorité absolue au parlement (248 sièges sur 460), ainsi qu'au Sénat (66 sièges sur 100).

Un détail significatif : le PiS avait rajouté in extrémis à la procédure du vote une sorte de "référendum" prenant l'allure d'un plébiscite en faveur d'un pouvoir craignant la déroute. Quatre questions, martelées par la télévision du régime, devaient détourner l'attention de la campagne législative et ressouder son électorat. Dont deux centrales, visant à flatter les pires préjugés racistes et xénophobes répandus depuis des années par la propagande du régime : l'une attaquait le démantèlement, annoncé par l'opposition, du mur érigé par le PiS à la frontière avec la Biélorussie, censé "protéger la Pologne de l'invasion de migrants" ; et la deuxième attaquait le "mécanisme obligatoire de répartition des milliers d'immigrants illégaux du Moyen-Orient et d'Afrique, imposé par la bureaucratie européenne". Or, ce "référendum" a été massivement boycotté dans les urnes, avec une participation de 41 %, bien en deçà du seuil légal de validité.

Konfederacja, une coalition de plusieurs groupes d'extrême droite ouvertement fascistes, courtisée par le PiS, a maintenu sa position avec 1,5 millions de voix (7,16 %, 18 sièges).

Ceci dit, le PiS garde encore l'essentiel de son électorat. Et il dispose encore pendant deux ans d'un président issu de ses rangs, lequel pourra se servir de son droit de veto pour les votes nécessitant la majorité qualifiée de deux tiers. Ce parti est arrivé même en tête avec 7,6 millions de voix (35,38 %, 194 sièges). Il a devancé la principale force de l'opposition, la Coalition civique (KO) qui a obtenu 6,6 millions de voix (30,70 %, 157 sièges), emmenée par les néolibéraux de la Plateforme civique (PO) de Donald Tusk, ex-premier ministre et ex-président du Conseil européen.

Ce qui a donc rendu possible l'obtention de la majorité absolue par l'opposition, c'est une grande coalition formée avec deux autres forces politiques et sociales :

■ une coalition entre la centriste Troisième voie Pologne 2050 et le parti agrarien PSL, avec 3,1 millions de voix (14,4 %, 65 sièges),

a) ■ une coalition La Gauche, avec 1,9 millions de voix (8,61 %, 26 sièges) rassemblant deux partis : la Nouvelle gauche, (issue d'une récente fusion du SLD, et ex-"communistes" devenus sociaux-démocrates) et du parti centre-gauche Wiosna (Printemps), ainsi que le parti Lewica Razem (La Gauche Ensemble) représentant la gauche radicale et internationaliste.

Le nouveau gouvernement de coalition est déjà formé, mais sa proclamation est retardée par des manœuvres dilatoires du PiS, qui se veut "vainqueur des élections" et reste dans le déni.

La gauche dans son ensemble a perdu la moitié de ses députés, dû à un vote utile massif au profit de la centriste Troisième voie Pologne 2050, afin de lui assurer le maximum de députés et empêcher ainsi le PiS d'obtenir une prime de 50 sièges prévue par la loi électorale pour le premier arrivé.

Par contre, le parti Razem est le seul à gauche à avoir amélioré sa position, de 50 % : de six députés à sept, plus deux sièges de sénatrices, dont une vice-présidente du Sénat.

Le parti a décidé de voter la confiance au nouveau gouvernement, mais en même temps de ne pas y entrer. Pourtant, Razem était pressenti à la Santé et au Logement, thèmes de ses campagnes centrales, très populaires. Bien que "les négociations se déroulaient dans une ambiance amicale, nous n'avons pas réussi à convaincre les autres partis à inscrire dans l'accord des garanties essentielles pour Razem, [comme entre autres] une loi de dépénalisation de l'avortement, 8% du PIB pour la santé, 3% pour la science, 1% pour un programme public de logements...".



Stefan Bekier

LEWICA
razem

<https://partiarazem.pl/>

Ultra droite et racisme dans la rue : mobilisation !

Deux cents fascistes défilant bras tendus devant le Panthéon à Paris : ce fut le triste spectacle de ce vendredi 1^{er} décembre. Un spectacle qui se reproduit dans diverses villes et qui fait suite à une semaine d'agitation des groupes d'ultra-droite.

Un jeune mortellement blessé dans une rixe, et voilà ces groupes qui profitent du drame pour distiller leur venin raciste. Des tags anti-arabes ont été retrouvés sur les mosquées de Cherbourg et Valence. Mais les fascistes ne se contentent pas d'écrire, ils tentent d'intimider les populations issues de l'immigration, les rendant responsables du meurtre. Le samedi 25 novembre, une bande de 80 nervis d'extrême droite a tenté de pénétrer dans une cité de Romans, près du lieu, Crépol, où s'est déroulé le drame. Cette expédition punitive a été empêchée, mais cette initiative est extrêmement grave et menaçante pour celles et ceux qui subissent déjà quotidiennement le racisme.

Il s'agit là d'une nouvelle escalade de la violence d'extrême droite, déjà très présente à Lyon par exemple. Elle s'attaque aux Arabes et musulman-es.

Déjà ces derniers mois, les groupes néo-fascistes avaient utilisé la violence contre l'installation de migrant.es, comme Callac et à Saint-Brévin. Cette fois, l'extrême droite tente de surfer sur la montée de l'islamophobie ressentie ces dernières semaines.

L'extrême droite institutionnelle, celle du RN notamment, se démarque de ces groupes dits d'ultra droite. Mais sa logique politique est la même : la désignation de bouc-émissaires et le rejet des migrant.es. A cet égard le projet de loi de Darmanin ne fait que favoriser et accroître les risques de rejet de celles et ceux que la misère et les guerres contraignent à quitter leurs pays.

ENSEMBLE ! appelle toute la gauche politique, syndicale, associative à amplifier l'information sur les actes racistes, à agir contre le projet de loi Darmanin et à se mobiliser contre les exactions de l'extrême droite.



**VISA, un site utile
contre le fascisme**

<https://visa-isa.org/>

FORUM POUR L'ALTERNATIVE / 16 DECEMBRE, SECOND EPISODE

Après le Forum national « *Organisons-nous pour construire l'alternative* » tenu le 2 juillet, les trois composantes initiatrices (Ensemble !, NPA, Rejoignons-nous) invitent à un second Forum le 16 décembre prochain à l'AGECA.

Au programme : débats en groupes et en plénière sur les mobilisations, la situation politique, les solidarités anti-impérialistes, le point sur les forums locaux, les pratiques féministes et démocratiques, la perspective commune de construction d'une nouvelle force politique.

Les invité-es du 2 juillet (GES, PEPS, UCL) le seront de nouveau, avec un élargissement à d'autres : le CLIO et Alternative communiste.

<https://www.forumalternative.org>

ENSEMBLE CONTRE L'AUSTÉRITÉ : Manifestation européenne le 12 décembre

La Confédération Européenne des Syndicats appelle à une mobilisation européenne le mardi 12 décembre prochain pour les salaires, contre l'austérité, pour l'investissement public et l'égalité Femmes-Hommes. D'ores et déjà, une manifestation est prévue à Bruxelles, place Poelaert, à partir de 11 h et des manifestant-es de toute l'Europe y sont attendu-es.

L'enjeu de cette mobilisation est de faire pression sur les institutions européennes (Commission, Conseil européen et Parlement) à un moment où se négocie un retour brutal aux politiques d'austérité avec la réactivation du Pacte de Stabilité et de Croissance. Ce qui se trame, c'est le retour des vieilles recettes imposées aux États : déficit budgétaire limité à 3 %, objectif de réduction de l'endettement public au dessous de 60 % du PIB. Les États qui dépasseraient le seuil de 3 % seraient contraints de le réduire de 1,5 % par an sous peine de sanctions. C'est le financement de centaines de postes d'infirmier-es et d'enseignant-es qui est menacé !



ENSEMBLE! est un mouvement politique unitaire, pour une alternative au capitalisme et une écologie de rupture, pour le féminisme, l'antiracisme, l'internationalisme, l'altermondialisme et l'autogestion.

Pour nous contacter :

contact@ensemble-mouvement.com



ENSEMBLEmouvnt



MouvT_ENSEMBLE



mouvement_ensemble

